



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 71 – 14 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU
SUD :
TRANSNET A
DEVOILE LA
PREMIERE
LOCOMOTIVE
CONÇUE ET
FABRIQUEE EN
AFRIQUE

TANZANIE :
AUGMENTATION DE
12 % DU NOMBRE DE
TOURISTES
INTERNATIONAUX EN
2016

COMORES :
DISCUSSION EN VUE DE
L'ADHESION A L'OMC

MAURICE : LE CENTRE
FINANCIER MAURICIEN
CLASSE AU 3^E RANG EN
AFRIQUE

CAMEROUN :
CARREFOUR OUVRIRA
DANS 24 MOIS

CONGO-BRAZZAVILLE :
LANCEMENT D'UN
PROJET DANS LE
DOMAINE DE LA
FORMATION
QUALIFIANTE

BURKINA FASO :
DEVELOPPEMENT DU
TRANSPORT AERIEN

ETHIOPIE : LANCEMENT
OFFICIEL DU FORUM
EUROPEEN DES
AFFAIRES

COTE D'IVOIRE :
BOLLORE ACQUIERT
QUATRE NOUVEAUX
PORTIQUES POUR LE
PORT AUTONOME
D'ABIDJAN



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Zone UEMOA : prévision de croissance de 7 % en 2017

Le Conseil des ministres de l'UEMOA estime à 6,6 % le taux de croissance économique réalisé par la zone en 2016, soit une accélération de 3 % par rapport à 2015. Pour 2017, l'activité économique devrait rester soutenue, avec une croissance moyenne prévisionnelle de 7 %. Toutefois, cette bonne perspective demeure conditionnée par plusieurs facteurs de risque, notamment la menace terroriste, la baisse des cours des matières premières, la remontée du prix du pétrole, la diminution des réserves de change et la baisse de la liquidité bancaire. L'inflation est restée faible, à 0,3 % contre 1 % en 2015. Le taux d'endettement moyen a été de 45 % du PIB, soit à un niveau en dessous de la norme communautaire de 70 %.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Hausse de 19,3% du bénéfice net de la BOAD

Les comptes de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 enregistrent un résultat net bénéficiaire de 16 M EUR, soit une hausse de 19,3 % par rapport à 2015. Le total du bilan s'établit à 3,5 Mds EUR (+26,9 %). Le produit net bancaire a progressé de 4,6 % pour atteindre 52 M EUR. Sur le plan opérationnel, le montant des financements accordés par la BOAD en 2016 s'élève à 763 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : dégradation de la notation souveraine par Standard & Poor's

Le 3 avril, l'agence de notation Standard & Poor's a procédé à une réévaluation majeure de la notation de la dette souveraine sud-africaine faisant tomber en catégorie spéculative celle libellée en devises à long terme (baisse d'un cran de BBB- à BB+, perspective négative) et à court terme (baisse d'un cran d'A3 à B). S&P s'inquiète en particulier de l'impact du remaniement ministériel du 30 mars sur la soutenabilité des finances publiques et la conduite de la politique économique, pesant directement sur les perspectives déjà affaiblies de croissance. L'agence relève également les risques associés à la situation financière dégradée des entreprises publiques bénéficiant de garanties publiques.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : dégradation de la notation de 7 établissements financiers par Standard & Poor's

Le 5 avril, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la notation à long terme de 7 institutions financières : FirstRand Bank, FirstRand, Nedbank, Investec Bank, Absa Bank, Barclays Africa Group et BNP Paribas Personal Finance South Africa. Cette décision intervient de façon logique après la dégradation de la note souveraine (un établissement financier local ne pouvant pas être mieux noté que le souverain). Si la capacité des établissements à réaliser des opérations en devises et leurs coûts de financement pourraient être affectés, le secteur demeure très résilient, tant du côté de ses performances (capitalisation, rentabilité, liquidité, risque de crédit) que de son système de régulation.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : dégradation de la notation de la dette souveraine sud-africaine en devises en catégorie spéculative par Fitch**

Dans le sillage de la décision du 3 avril de l'agence de notation Standard & Poor's, Fitch a abaissé le 7 avril la notation souveraine de la dette sud-africaine en catégorie spéculative. Fitch a procédé à une révision à la fois de la dette libellée en devises et de celle libellée en rand (dette à long terme : de BBB- à BB+ ; dette à court terme : de F3 à B) tandis que S&P avait maintenu sa notation de la dette en rand à un cran au-dessus de la catégorie spéculative. Autre distinction importante avec S&P, Fitch place sa notation de la dette de long terme sous perspective stable alors que S&P lui associe une perspective négative.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : croissance du PIB de 4,3 % en 2016**

Après avoir été en récession en 2015 (-1,7 %), l'économie botswanaise a retrouvé le chemin de la croissance, le PIB progressant de 4,3 % en 2016. L'activité a notamment été portée par les exportations (+14 % en g.a en 2016, tirées par les ventes diamants) tandis que la consommation finale (+1,7 % après +3,5 %) et l'investissement (+3,6 % après +8,8 %) ont ralenti, entraînant la baisse des importations (-6,2 %). A l'exception des secteurs minier (-3,7 %) et agricole (-1 %), l'ensemble des autres secteurs sont en croissance notamment ceux du « commerce et hôtellerie » (+14,2 %, tiré par l'industrie du diamant dont la production a augmenté de +0,3 % en 2016 après -15,6 % en 2015) et du transport (5,6 %).

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Bénin : un nouvel accord triennal signé avec le FMI

Le Bénin et le FMI viennent de signer un accord triennal soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord bénéficie d'un financement de 151 M USD (90 % de la quote-part du pays). Il a pour objectif de réduire le déséquilibre extérieur et de favoriser les investissements dans les infrastructures et les dépenses sociales prioritaires. Un premier versement de 21,6 M USD a été immédiatement effectué, les montants restants seront échelonnés sur la durée du programme, sous réserve de revues semestrielles concluantes.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : prévision du taux de croissance économique de 3 à 4 % en 2017

Selon la Banque centrale du Cap-Vert (BCV), l'économie cap-verdienne devrait afficher en 2017 une croissance comprise entre 3 et 4 %, après un taux de 3,9 % en 2016. A la suite des travaux de l'Institut national de statistique du pays, la BCV indique que cette phase de croissance est la plus rapide depuis 2011, essentiellement portée par l'offre de l'administration publique, le secteur du logement, le tourisme et l'agriculture. La dynamique de l'économie cap-verdienne est soutenue par une bonne tenue de l'investissement et la maîtrise du niveau général des prix à la consommation. En 2016, l'excédent commercial du Cap-Vert a atteint 83 M EUR.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : lancement d'un deuxième emprunt obligataire de 500 Mds GNF (51 M EUR)

Après un premier emprunt de 400 Mds de GNF (41 M EUR) réalisé en 2015, l'Etat guinéen vient de lancer sur le marché national un deuxième emprunt obligataire de 500 Mds GNF (51 M EUR). Cet emprunt est d'une maturité de trois ans, avec une rémunération de 12,5 %. Un syndicat de placement a été constitué pour conduire l'opération. Il comprend la BICIGUI (filiale de BNP Paribas), chef de file, la SGBG (filiale de la Société générale), Orabank et BPMG (Banque populaire maroco-guinéenne).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali: nomination d'un nouveau Premier ministre

Le Président Ibrahim Boubacar Keïta a nommé le 8 avril 2017 Abdoulaye Idrissa Maïga, au poste de Premier ministre, en remplacement de Modibo Keïta (janvier 2015-avril 2017). Avant la primature, Abdoulaye Idrissa Maïga a occupé successivement les postes de ministre de la Défense et des Anciens combattants, ministre de l'Administration territoriale et ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement. Abdoulaye Idrissa Maïga est le quatrième Premier ministre depuis l'accession au pouvoir du Président Ibrahim Boubacar Keïta en 2013.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : l'espérance de vie est passée de 39 à 62 ans entre 1990 et 2015**

A l'occasion du premier « Café Statistique sur l'évolution de l'indice de développement humain (IDH) du Niger de 1990 à 2015 » destiné aux journalistes, organisé le 1^{er} avril 2017 à Niamey, le directeur général de l'Institut national de la statistique a indiqué que l'espérance de vie au Niger est passée de 39,4 ans en 1990 à 61,9 ans en 2015, soit une progression de 22,5 ans en 25 ans. Pour mémoire, le Niger figurait au 185^e rang du classement IDH publié dans le rapport du PNUD en mars 2017.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : inflation de 2,4 % en mars 2016**

L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au Sénégal a baissé de 0,2 % en mars 2017, en raison du repli des prix des services de communication (-1,6 %), des articles d'habillement et chaussures (-0,5 %), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,3 %) et de ceux des services de transport (-0,1 %). En variation annuelle (mars 2016-mars 2017), les prix à la consommation ont augmenté de +2,4 %, en raison de la forte progression des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de +7,5 %.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : mission du FMI au titre de l'Article IV et de la FEC**

Une délégation du FMI a séjourné à Tananarive du 9 au 22 mars afin de tenir les consultations au titre de l'Article IV ainsi que la 1^{ère} revue au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) mise en place en juillet 2016. La mission a souligné le caractère encourageant des performances économiques du pays, avec une croissance du PIB estimée à 4,2 % pour 2016 et prévue à 4,3 % en 2017. Toutefois, la situation des entreprises publiques – restructuration en cours de la JIRAMA, nécessaire apurement de la dette d'Air Madagascar – et l'impact macroéconomique du cyclone Enawo ont un fort potentiel baissier sur les finances publiques. Les discussions entre le FMI et les autorités doivent se poursuivre à Washington à partir du 17 avril.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : annulation par le Brésil de 88 % de la dette publique tanzanienne**

L'ambassadeur du Brésil en Tanzanie, Carlos Alfonso Iglesias Puente, a annoncé l'annulation de près de 88 % de la dette publique tanzanienne, qui passe de 237,0 MUSD à 29,4 MUSD. Le reliquat de dette fera l'objet d'un remboursement au cours de l'année 2017. L'effacement de la dette tanzanienne permettra aux institutions financières brésiliennes, dont notamment la *Brazilian Development Bank*, de financer des projets sur le territoire tanzanien. Cette décision vise à redonner du dynamisme aux échanges de biens et de capitaux entre les deux pays, dont le pic a été atteint en 2012.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : augmentation de 12 % du nombre de touristes internationaux en 2016**

Le Premier Ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, a annoncé que la Tanzanie avait accueilli 1 284 279 touristes internationaux durant l'année 2016, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2015. Les données de la *Bank of Tanzania* (BoT) montrent une évolution du même ordre (+ 11 %) des revenus du tourisme pour 2016. La Tanzanie conserve ainsi son rang de première destination touristique régionale, en volume et en valeur, malgré la mise en place de la TVA sur les services touristiques au 1^{er} juillet 2016. En 2015, le secteur tanzanien des services touristiques représentait 17 % du PIB et près de 500 000 emplois directs et indirects.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : une mission du FMI pour l'évaluation de la situation macroéconomique**

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) a séjourné en Guinée Equatoriale du 3 au 12 avril 2017. L'objectif de cette mission consistait essentiellement à collecter des données afin mesurer l'évolution de la situation macroéconomique du pays. Les négociations avec les autorités équato-guinéennes pour une mise en place d'un programme de l'institution financière devraient débuter courant mai 2017.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Comores : discussions en vue de l'adhésion à l'OMC

Le 9 mars 2017, la vice-présidence en charge de l'Economie a organisé une table ronde à Moroni à l'occasion de la visite d'une délégation de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette réunion avait pour but d'évoquer les défis liés à la possible accession des Comores à l'OMC. Plusieurs ajustements sont effet requis pour aligner la législation comorienne sur les règles du commerce international, notamment l'établissement de licences d'importation ou encore l'adaptation de l'administration des douanes aux normes internationales. Le chef de la délégation de l'OMC, M. Luis Enrique Chavez Basagoita, a manifesté son intérêt pour une accession de l'Union des Comores fin 2017.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Djibouti : nomination d'un nouveau ministre de l'Energie

Le Président Ismaël Omar Guelleh a nommé Yonis Ali Guedi au poste de ministre de l'Energie et des Ressources Naturelles, suite au limogeage de Yacin Houssein Bouh. Le nouveau ministre était jusqu'à présent chef du département des terminaux au terminal à conteneurs du port de Djibouti. Pour rappel, Djibouti ambitionne d'utiliser 100 % d'énergie renouvelable à l'horizon 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : prolongation de l'état d'urgence pour quatre mois supplémentaires

Le Parlement éthiopien a approuvé jeudi 29 mars 2017 la prolongation, pour quatre mois supplémentaires, de l'état d'urgence instauré le 9 octobre 2016 pour six mois (soit initialement jusqu'au 8 avril 2017). Bien que les autorités aient levé, mi-mars, certaines des mesures exceptionnelles imposées dans le cadre de l'état d'urgence, le ministre de la Défense éthiopien Siraj Fegess a déclaré cette prolongation nécessaire pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Budget 2017/18 – forte consolidation attendue

Le ministre des Finances H. Rotich a présenté le 30 mars le budget pour l'année 2017/18, avec deux mois d'avance sur le calendrier habituel en raison de la tenue des élections en août. Pour cette année, le déficit public devrait diminuer pour atteindre 6,0 % du PIB contre 9,3 % en 2016/17. La consolidation fiscale serait permise par la hausse attendue des recettes (+12,5 %), alors qu'en parallèle, les dépenses marqueraient le pas (+1,2 %). Le faible dynamisme des dépenses cache toutefois des dépenses récurrentes en forte augmentation (+11,0 %), alimentées par les revalorisations de salaires récentes dans la fonction publique, et des dépenses d'investissement en net reflux (-15,4 %). Le financement du déficit se ferait de manière équilibrée entre recours aux marchés interne et externe.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le centre financier mauricien classé au 3^e rang en Afrique**

Selon le *Global Financial Center Index*, publié par le think-tank *Z/Yen* basé à Londres, la place financière mauricienne aurait gagné huit places par rapport au classement de 2016 et serait dorénavant positionnée au 71^e rang mondial et au 3^e rang par rapport aux places financières du continent africain, derrière Casablanca (30^e) et Johannesburg (59^e). A Maurice, les services financiers (activité offshore comprise) représentent près de 12 % du PIB (environ 7 000 salariés) et sont un des piliers de l'économie. L'île cherche à se positionner comme « *Fintech Hub* » et à devenir une plateforme incontournable pour les investissements dirigés vers l'Afrique.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : réchauffement des relations diplomatiques entre le Soudan et plusieurs pays de la péninsule arabique**

Le roi d'Arabie Saoudite s'est déplacé au Soudan le 9 avril, pour la fin d'exercices militaires aériens soudano-saoudiens et le président Béchir s'est rendu au Koweït en visite officielle le 10 avril. Par ailleurs l'ambassadeur saoudien au Soudan a indiqué que les investissements de son pays au Soudan ont franchi le seuil de 26 Mds USD. Le Soudan a notamment rejoint l'alliance internationale anti Houthis, au Yémen, en envoyant quelques avions chasseurs et de transport en avril 2015, puis 850 soldats en octobre 2015 et a récemment promis le renfort de 6 000 soldats.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : approbation du PPP relatif à la construction du Centre des Arts et des Affaires d'Abidjan**

Le Conseil des ministres réuni le 5 avril dernier a adopté un décret portant approbation du Contrat conclu le 3 janvier 2017 entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'opérateur économique sélectionné relatif à la construction du Centre des Arts et des Affaires d'Abidjan et à la rétrocession à l'Etat d'une partie dudit Centre destinée à abriter la Bibliothèque Nationale de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA).

Ce projet à vocation économique et culturelle, fruit d'un Partenariat Public-Privé (PPP) sera entièrement financé et exécuté par le groupement d'entreprises nationales sélectionné, dans le cadre d'un bail emphytéotique conclu avec l'Etat de Côte d'Ivoire.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Burkina Faso: la coopération américaine finance les études de deux centrales solaires**

L'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a octroyé un don de près de 1 M USD pour le financement d'études de faisabilité pour la construction de deux centrales solaires d'une puissance cumulée de 34 MW dans les communes de Pâ et Kodéni, (sud-ouest du pays). Les groupes américain Tetra Tech et sud-africain BioTherm ont signé un accord avec les autorités burkinabés, le 4 avril 2017, pour réaliser cette étude qui devrait durer huit mois. Elle comprendra une évaluation technique et des évaluations complètes de l'impact environnemental et social des deux sites devant abriter les centrales solaires.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : mission conjointe de l'AFD et de la CDC**

Le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, et le directeur de la Caisse des dépôts et consignations de France (CDC), Pierre-René Lemas, viennent d'effectuer une mission à Ouagadougou. A cette occasion, Rémy Rioux et la ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement ont procédé le 5 avril 2017 à la signature d'une convention de prêt (80 M EUR), pour la mise en œuvre de la phase 2 du Projet de développement durable de Ouagadougou (PDDO 2). Rémy Rioux et Pierre-René Lemas ont par ailleurs eu une séance de travail avec le Premier ministre burkinabè, Paul Kaba Thiéba, pour apporter un soutien technique au projet de création d'une Caisse des dépôts dans le pays, dossier actuellement en examen à l'Assemblée nationale.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : un prêt de 325 M USD de la Banque mondiale pour le Projet de transport, de distribution et d'accès à l'électricité**

Ce prêt financera un projet visant à raccorder un million de foyers au réseau électrique dans les dix capitales régionales et dans les zones rurales du Sud-Ouest du pays, sur un horizon de cinq ans. Ce projet, qui s'inscrit dans le programme gouvernemental « Électricité pour tous », intervient dans un contexte de forte demande nécessitant des investissements soutenus en infrastructures électriques. Le taux d'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire est de 29 % selon la Banque mondiale, alors même que 78 % de la population vit dans des localités desservies par le réseau électrique.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : L'UE va fournir va fournir 200 M EUR à l'Angola pour des projets dans les secteurs du commerce, de l'énergie et de l'approvisionnement en eau au cours des cinq prochaines années**

En plus du soutien financier dans les secteurs mentionnés, l'UE financera la formation de techniciens de la banque nationale angolaise au cours des six prochains mois. L'UE vise également à soutenir l'Angola dans l'enseignement supérieur, en fournissant au moins 8 M EUR pour former le personnel au cours des deux prochaines années

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 645 M USD de la Banque mondiale octroyés à l’Ethiopie**

Le conseil d’administration de la Banque mondiale a approuvé l’octroi de trois prêts à l’Ethiopie pour un total de 645 M USD. Le 1er prêt, d’un montant de 445 MUSD, concerne la 2e phase de l’*Urban Water Supply and Sanitation Project*. Ce projet permettra d’améliorer l’approvisionnement en eau et les services d’assainissement à Addis-Abeba et dans 22 villes secondaires du pays. Le deuxième projet (150 MUSD) consiste en l’amélioration de la performance logistique du corridor Ethiopie-Djibouti à travers la modernisation du port sec de Modjo. Le troisième projet (50 MUSD) porte sur le développement des infrastructures nationales de qualité (NQI), qui permettra d’améliorer la compétitivité des industries éthiopiennes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : octroi de 253 M USD par la BAD pour un projet de route transfrontalière**

La Banque africaine de développement a annoncé l’octroi d’un financement de 253 M USD pour l’amélioration des infrastructures routières reliant le Kenya et l’Ouganda. Sur ce financement, 105,7 MUSD sont destinés à l’Ouganda, notamment pour l’axe Kapchorwa-Suam (autour du mont Elgon), long de 118 km. L’objectif de ce projet est de diminuer la durée du trajet entre les 2 villes, de 5h30 actuellement à environ 2h, favorisant ainsi les échanges commerciaux entre les deux pays. Le financement apporté par la BAD représente 89 % du volet ougandais du projet et le solde est directement financé par l’Etat ougandais.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : augmentation des crédits britanniques à l’exportation pour l’Ouganda**

Le gouvernement britannique a annoncé une augmentation importante du plafond des crédits à l’exportation pour l’Ouganda, passant de 300 MGBP à 600 MGBP. Ces soutiens financiers à l’exportation sont mis à disposition des entreprises britanniques via *UK Export Finance* (UKEF). L’objectif annoncé du gouvernement britannique est de soutenir financièrement le développement économique de l’Ouganda, notamment au travers de ses projets d’infrastructures en fournissant l’accès à des financements à long terme compétitifs.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : aide budgétaire de 205 M EUR de l’Union Européenne**

Le chef de la délégation de l’Union Européenne en Tanzanie, Roland Van De Geer, a confirmé l’octroi d’une aide budgétaire de 205 M EUR en dons à la Tanzanie à l’issue de son entretien avec le Président Magufuli le 10 avril. Cet appui s’inscrit dans le cadre d’un programme de 214,5 M EUR incluant des actions d’accompagnement pour améliorer la préparation budgétaire et l’efficacité dans sa mise en œuvre. Il permettra de renforcer l’appui aux secteurs prioritaires du plan quinquennal, dont le développement du secteur industriel et des infrastructures. La mise en œuvre de cet appui budgétaire s’étalera sur une période de 48 mois à partir de 2017 et sera décaissé par tranche annuelle de 50 M EUR.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 415 milliards de FCFA d'Eximbank Chine pour démarrer la phase II du port de Kribi**

Bien que la Phase 1 du projet ne soit pas opérationnelle et malgré la baisse du trafic observée en 2016 au Port de Douala qui n'est plus saturé, une convention de prêt a été signés avec Eximbank-Chine, le 4 avril 2017 à Yaoundé, pour la phase II du projet de construction du port en eau profonde de Kribi. Les conditions du prêt portent sur un taux d'intérêt à 2%, une période de grâce de 7 ans et une maturité de 20 ans. Les différentes composantes de cette phases sont une extension de la digue de 675 mètres (m),une reconfiguration du chenal d'accès, la construction d' un terminal à conteneurs de 700 m de linéaire de quai dans la perspective de doubler les capacités actuelles. La banque chinoise participe à 85% à la réalisation du projet, le reste sera apporté sous forme de redevances par le consortium Bolloré-CHEC-CMA CGM, concessionnaire du terminal à conteneurs.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Carrefour ouvrira dans 24 mois**

Le groupe CFAO retail vient de signer avec l'Etat camerounais un contrat de bail emphytéotique sur une superficie de 3,5 hectares pour l'implantation d'un centre commercial à Yaoundé, exploité par Carrefour, leader du marché de la grande distribution en France. Les travaux de construction du centre commercial débuteront en juillet 2017 et seront livrés au premier trimestre 2019. Le coût global de l'investissement s'établit à 30 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : l'appui de Véolia auprès de la SNDE va se poursuivre jusqu'en 2019**

Dans le but d'améliorer les performances de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE), l'État congolais avait signé en 2013 un contrat de service avec le groupe français Véolia, dans le cadre du Projet eau, électricité, développement urbain, cofinancé par le Congo et la Banque mondiale. Grâce à un financement de l'AFD, ce contrat, qui doit se terminer en mai 2017, va être prolongé de deux années, pour réaliser des travaux d'extension et de réhabilitation du réseau d'eau potable dans les quartiers périphériques Nord et Sud de Brazzaville. 680 km de réseau d'eau supplémentaire et 40.000 nouveaux branchements sont prévus, ainsi que la réhabilitation d'environ 220 km du réseau existant et de 20.000 branchements.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : un projet d'appui à la diversification de l'économie

À la demande du gouvernement, la Banque Mondiale prépare la deuxième phase du Projet d'appui à la diversification de l'économie (Pade) qui vise à promouvoir la croissance du secteur privé et l'investissement dans les secteurs non pétroliers. Le Pade II poursuivra les mêmes objectifs d'amélioration du climat des affaires et de compétitivité des PME, en s'articulant autour de six axes stratégiques : agrobusiness, bois, artisanat, BTP, transport/logistique, hôtellerie/tourisme. À l'instar du Pade I, le Pade II devrait également compter sur le concours du Medef International et son homologue Unicongo, pour une collaboration entrepreneuriale entre les deux pays.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la Banque Mondiale accorde un financement de 15 M USD

10 M USD sont destinés au projet Lisungui (prévu de juillet 2017 à décembre 2019) qui mettra en place des filets sociaux pour les populations les plus démunies. Les 5 M restants iront au projet Central African Backbone (Cab) pour l'amélioration de l'accès internet et pour réduire la fracture numérique dans le pays. Cet apport permettra entre autres l'achat des équipements nécessaires à l'utilisation de la fibre optique déjà installée, facilitera l'implantation au Congo d'un incubateur pour les entreprises de TIC et servira à la création d'un Fonds de développement du numérique.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : lancement d'un projet dans le domaine de la formation qualifiante

Le gouvernement congolais a lancé le 11 avril le Projet de développement des compétences et des ressources humaines (PDCRH), dont le coût total s'élève à 17,1 Mds FCFA (26 M EUR), cofinancé à 36 % par la BAD. Outre l'appui au pilotage de l'Enseignement technique, le projet vise entre autres la création de nouvelles filières de formation dans les métiers du bois et des mines et l'implantation de 5 centres de formation. La valorisation de ces secteurs stratégiques pour la diversification de l'économie devrait permettre d'assurer localement une chaîne de valeur et pourrait générer 25 000 emplois en 4 ans. Le PDCRH renforcera l'employabilité de 7 500 jeunes, respectant la parité filles-garçons.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le projet de loi régissant les ZES bientôt adopté par le Parlement

Le projet de loi portant création des Zones économiques spéciales (ZES) a été approuvé au Conseil des ministres du 5 avril et sera bientôt adopté par le Parlement. Ce projet de loi prévoit la création d'une Agence de planification, de promotion et de développement des ZES, chargée de valider les projets d'investissements et de réguler ces zones. Des partenariats stratégiques ont été signés avec les Mauriciens pour développer la ZES d'Oyo-Ollombo ou avec les Chinois, pour celle de Pointe-Noire.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : 31 sociétés agréées par la Commission nationale des investissements**

Sur un total de 49 sociétés ayant soumis leurs dossiers de création d'entreprises à la Commission nationale des investissements (CNI), 31 sociétés ont été agréées. Le coût de leurs investissements s'élève à 775 Mds FCFA (1,18 Mds EUR) pour 15 000 emplois à créer. Outre la facilitation des démarches administratives pour leur implantation en République du Congo, ces sociétés vont bénéficier d'une subvention de l'État congolais sous réserve d'un premier apport sur fonds propre d'au moins 1/5 du montant global de leur investissement.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : signature d'un protocole d'accord avec le Mozambique dans le secteur des hydrocarbures**

Dans le cadre d'une visite du Président OBIANG à Maputo du 5 au 7 avril, le ministre mozambicain des Affaires étrangères et de la Coopération, Oldemiro Baloi, et son homologue équato-guinéen, Agapito Mba Mokuy, ont signé le 5 avril dernier un protocole d'accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures. Le Mozambique qui dispose d'importants champs gaziers offshore dans le bassin de Rovuma, souhaite ainsi bénéficier de l'expérience du pays d'Afrique centrale pour débiter l'exploitation d'ici quelques années. Pour la Guinée Equatoriale, la signature de cet accord intervient seulement quelques semaines après celui conclu avec le Soudan du Sud.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **São-Tomé-et-Principe : l'Union européenne co-finance avec la Banque Mondiale le redressement du secteur énergétique**

Le ministre des Finances du Commerce et de l'Économie bleue de São-Tomé-et-Príncipe, Américo RAMOS a annoncé un plan de modernisation des infrastructures énergétiques de l'archipel. 29 M USD de financements externes y seront alloués, dont 16 M de la Banque Mondiale et 13 M de la Banque Européenne d'Investissements. Ce plan quinquennal vise à agrandir et réhabiliter la centrale hydroélectrique de Contador ainsi qu'à renforcer les capacités de la compagnie nationale d'eau et d'électricité et son autorité de régulation. La Banque Mondiale, en appui au gouvernement santoméen, préparera parallèlement un plan directeur de développement énergétique.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : mesures pour augmenter la production locale d'anacarde

L'Etat béninois vient d'instaurer un prélèvement supplémentaire de 50 FCFA/kg de noix brutes exportées, en addition à la taxe de 10 FCFA le kilo prévue par la loi de finances 2017. La campagne de commercialisation de la noix de cajou a démarré en mars et se terminera le 31 octobre. Le prix d'achat au producteur a été fixé à 500 FCFA/kg, soit une hausse de 67 % par rapport à la campagne précédente. La noix de cajou est l'une des principales cultures d'exportation du Bénin. En 2015, les exportations de noix de cajou ont représentées 62 M EUR. La quasi-totalité (87 %) est exportée (non décortiquée) vers l'Inde. Le gouvernement prévoit dans son programme d'action de transformer localement 50 % des noix brutes d'ici 2021.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : un PPP pour développer la filière laitière

Le Projet d'appui au développement de la filière laitière locale, du Plan Sénégal Emergent (PSE), se poursuit avec une subvention de 700 M FCFA versée aux producteurs laitiers pour l'achat de 1 077 génisses gestantes à haut potentiel laitier via un Partenariat Public Privé entre l'Etat sénégalais (45 % du financement) et la société française Delta Groupe. Si la consommation moyenne par personne (15 litres/an) est faible, les importations de lait en poudre atteignent 60 Mds XOF. Ce PPP permettra la création de 2 500 emplois selon l'Association Nationale pour l'Intensification de la Production Laitière (ANIPL) et réduira la facture laitière par la production supplémentaire de 7 à 8 M litres/an, rendant le Sénégal moins dépendant de ses importations.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : démarrage des activités de la société nationale de pêche

La société nationale de pêche a démarré ses activités commerciales fin mars 2017. Trente bateaux de pêche de 6 mètres sont déjà exploités et des bateaux de 14 mètres devraient être mis en service dans les prochaines semaines en vue d'augmenter les capacités de production. Selon son directeur exécutif, la société vise sur le long terme une production de 45 tonnes de produits halieutiques par jour et l'exportation de 80 % de la production. Toutefois, les enjeux de suivi de la qualité et le manque de main d'œuvre qualifiée dans les activités de transformation des produits halieutiques constituent autant de défis à relever pour le développement de la société.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Madagascar : signature par le maire de Tananarive du « Pacte de politique alimentaire de Milan ».**

A la suite du 1^{er} colloque sur l'agriculture urbaine organisé par l'Institut des Métiers de la Ville (IMV) les 23 et 24 mars, Mme Lalao Ravalomanana, maire de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), a signé le « Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan » le 6 avril. Soutenue par la FAO, cette initiative rassemblant une centaine de villes du monde entier vise à prévenir le gaspillage alimentaire et à promouvoir des systèmes alimentaires durables. L'adhésion de Tananarive permet de valoriser le programme d'agriculture urbaine mené depuis cinq ans par l'IMV, dans le cadre de la coopération de la région Ile-de-France avec la capitale malgache.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Burkina Faso : construction une nouvelle centrale thermique de 7,5 MW**

Le ministre de l'Energie, Alpha Oumar Dissa, a procédé le 7 avril 2017 au lancement de la construction d'une centrale thermique de 7,5 MW à Fada N'Gourma dans l'est du pays. La durée des travaux de la centrale est de 18 mois pour un investissement de 9 mds FCFA (13,7 M EUR). Cet ouvrage entre dans la composante n°1 du Projet d'appui au secteur de l'électricité (PASEL) qui est entièrement financé par la Banque mondiale. Les travaux seront réalisés par l'entreprise belge International montage maintenance (IMM) pour une durée d'exécution de 17 mois, sous la supervision du cabinet allemand Intec-Gopa et la SONABEL.

✉ xavier.toolo@diplomatie.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Signature d'un protocole d'accord entre EDF et Eskom dans les domaines du transport et de la distribution d'électricité**

Cet accord fait suite à la subvention de 450 K EUR fournie en novembre 2015 par l'Agence française de développement (AFD), sous forme d'un FEXTE (Fonds d'expertise technique et de transferts d'expérience), qui a consisté en l'organisation de séminaires, ateliers et voyages d'étude par EDF et Eskom jusqu'en décembre 2016.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : BPC signe un contrat d'approvisionnement énergétique de trois ans avec son homologue sud-africain Eskom**

Eskom dispose en effet d'une capacité excédentaire d'environ 4 000 MW, ce qui lui a également valu la signature récente d'un contrat similaire avec NamPower, le fournisseur d'électricité namibien. Cet accord permet ainsi à BPC de sécuriser son approvisionnement énergétique.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : suspension de la construction d'une centrale éolienne de 400 MW dans le comté de Meru**

KenGen, la compagnie en charge de la production électrique, a suspendu la construction d'une centrale éolienne d'une capacité de 400 MW dans le comté de Meru à cause de litiges fonciers. La construction de l'infrastructure devait commencer en décembre 2017 pour un coût estimé à 63 M EUR. Le gouvernement avait alloué des fonds afin d'accélérer le processus de délimitation des terres devant accueillir l'infrastructure, mais il a été confronté à une injonction d'arrêt, émise par le gouverneur du comté, M. Munya. Le site avait par ailleurs été choisi pour le passage du projet de corridor LAPSSET.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industrie**

▼ **Burkina Faso : une deuxième usine de ciment pour le groupe Ciments d'Afrique**

Le groupe marocain de cimenterie Ciments d'Afrique (CIMAF) se développe au Burkina Faso avec la construction d'une nouvelle usine à Bobo-Dioulasso dans l'Ouest du pays. Présent depuis trois ans dans le pays avec une première cimenterie dans la capitale, CIMAF investira 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) dans ce projet (40 % en fonds propres) dont les travaux sont confiés au constructeur allemand Polysius du groupe ThyssenKrupp. Parallèlement, le groupe marocain a lancé des travaux d'ingénierie pour doubler la capacité de l'usine de Ouagadougou, avec un investissement de 25 Mds FCFA (38 M EUR). L'objectif est de disposer d'une capacité de production totale de plus de 1,7 million de tonnes à l'horizon 18 mois.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : pose de la première pierre du troisième pont dans la capitale**

Le président Issoufou Mahamadou a procédé, le 6 avril 2017, à la pose de la 1^{ère} pierre du 3^e pont de Niamey. Cette infrastructure est offerte par la Chine. Estimée à plus de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR), l'infrastructure sera composée d'un pont de 1,05 km dénommé « Pont Général Seyni Kountché » et de plusieurs voies d'accès pour une longueur totale de 3,6 km. Il permettra de relier Goudel au quartier Lamordé, sur la rive droite du fleuve. Pour mémoire, quelques réalisations majeures effectuées depuis six ans dans la capitale : l'hôpital de référence, la centrale électrique de Gorou Banda, l'échangeur Mali Béro, l'échangeur du rond-point des Martyrs, ainsi que l'échangeur Diori Hamani en chantier.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Transnet a dévoilé la première locomotive conçue et fabriquée en Afrique, la locomotive Trans Africa**

La sortie de cette locomotive, qui sera assemblée à l'usine de production de Koedoespoort à l'est de Pretoria, marque une étape cruciale dans la stratégie de la compagnie d'État en charge du fret ferroviaire de devenir un important fabricant et fournisseur de matériel roulant sur le continent avec sa division Transnet Engineering.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Mitsui & Co prévoit une décision finale d'investissement (FID) au second trimestre 2018 pour le développement du champ gazier de Golfinho**

Partenaire d'Anadarko dans le bloc 1 du bassin de Rovuma, la société japonaise attribue ce retard aux difficultés à trouver des acheteurs fermes du gaz. Le consortium a déjà signé des protocoles d'accord pour la vente de 8 Mt/an (sur 12 Mt/an au total) et mène des négociations avec Tokyo Electric Power Co. et Chubu Electric Power Co relatives à la fourniture de 2 Mt/an. Pour assurer le financement du projet estimé à 20 Mds USD, il faudrait toutefois que des contrats fermes de vente totalisant 9,5 Mt/an soient conclus.

✉ Ophelie.CHEVILLARD@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Burkina Faso : développement du transport aérien**

Colombe Airlines, compagnie aérienne burkinabé, a repris ses vols depuis novembre 2016 et relie deux fois par jour Ouagadougou à Bobo-Dioulasso avec un ATR 72. La compagnie prévoit également d'étendre son réseau en desservant les capitales sous régionales, Abidjan, Lomé, Bamako et Accra avec un Boeing 737- 400 en cours d'acquisition. En outre, Air Sarada International SA, une nouvelle compagnie aérienne burkinabé au capital social de 100 millions FCFA (150 000 EUR), lance bientôt ses activités et compte travailler avec les industriels comme les sociétés minières situées dans des zones reculées. La compagnie dispose de deux avions adaptés au transport d'un petit nombre de personnes (type King Air et Cherokee) et envisage d'acquérir un ATR 42.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Bolloré acquiert quatre nouveaux portiques pour le Port autonome d'Abidjan (PAA)**

Abidjan Terminal, filiale du groupe Bolloré qui gère le terminal à conteneur du PAA, vient de se doter de quatre nouveaux portiques de parc RTG, pour un investissement total de 6 M EUR. Ces équipements s'ajoutent aux 16 portiques de parc déjà en activité. Ils viennent renforcer la capacité opérationnelle et donc l'attractivité du terminal à conteneurs d'Abidjan, notamment en accroissant la rotation des conteneurs sur le parc, en optimisant les espaces de stockage et en améliorant la durée de la boucle logistique. Le PAA est le poumon de l'économie ivoirienne, réalisant près de 90 % des recettes douanières du pays via son trafic qui a atteint environ 22 millions de tonnes de marchandises en 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : ouverture d'un nouvel hôpital et d'une école de médecine au Limpopo**

Une école de médecine ouvrira ses portes dans la province du Limpopo au nord du pays. Cette école devrait accueillir les 376 futurs médecins sud-africains étudiant actuellement à Cuba. 40 d'entre eux devraient finir leur diplôme dans la nouvelle école dès 2017/2018. La construction d'un hôpital central est également prévue. Le recrutement des médecins a d'ailleurs déjà commencé. Le département de la santé du Limpopo a annoncé qu'en tout 13 spécialistes médicaux, 269 médecins et 639 infirmières seront recrutés pour assurer un service de qualité. En plus de cela, la province mise sur l'expertise de « super spécialistes » en neurologie, en médecine nucléaire ou en pédiatrie par exemple.

✉ alizee.loridan.int@businessfrance.fr

▼ **Kenya : prolongement de la tutelle de *Chase Bank* et appel à manifestation d'intérêt**

Alors que la mise sous tutelle de *Chase Bank*, effective depuis le 7 avril 2016, a été prolongée de six mois, la Banque centrale du Kenya (CBK) a invité les investisseurs à manifester leur intérêt, et ce jusqu'au 21 avril au plus tard. D'après le calendrier indicatif fourni par la CBK, les investisseurs seront présélectionnés le 3 mai et auront jusqu'au 9 juin pour déposer leur offre. La sélection finale est prévue le 23 juin. *Chase Bank* pourrait donc avoir trouvé un repreneur avant la fin de sa période de tutelle, le 7 octobre, évitant ainsi la liquidation. D'après les informations locales, plusieurs banques kényanes et internationales auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : désaccord entre le Kenya et l'Ouganda sur la résiliation du contrat d'exploitation de la *Rift Valley Railway (RVR)***

Le consortium RVR, chargé de l'exploitation de 2352 km de voies ferrées entre le Kenya et l'Ouganda pour 25 ans, est détenu à 80 % par le fonds égyptien *Qalaa Holdings* et les 20 % restants sont partagés entre le fonds ougandais *Bomi holding* et des institutions financières internationales. Puisque RVR se trouve dans l'incapacité d'assumer une dette de 6 M USD envers la *Kenya Railways Corporation (KRC)*, KRC a décidé début avril d'annuler le contrat de concession de RVR. Mais face aux objections émises par l'*Uganda Railways Corporation (URC)*, un délai de 90 jours a été accordé au consortium pour tenter de se refinancer comme l'a annoncé Atanas Maina, directeur de KRC le 10 avril 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : Résultats très satisfaisants en 2016 pour *Mauritius Ports Authority***

Mauritius Ports Authority (MPA), société publique en charge des activités portuaires, indique avoir réalisé de très bons résultats en 2016 avec des profits s'élevant à 509 MMUR (env. 13 M EUR). Un volume de marchandises de 7,3 Mt a été traité l'an dernier, contre 6,8 Mt en 2015, soit une hausse de 7,3 %. Au niveau des infrastructures portuaires, les travaux de prolongation du quai porte-conteneurs (240 m) sont terminés, tandis que la consolidation du quai existant (560 m) est en voie de finalisation. Les travaux de dragage devraient aboutir en mai prochain et deux nouveaux portiques sont attendus fin 2017.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : Renforcement de la flotte d'*Air Seychelles* avec un A330-200**

Air Seychelles, dont l'actionnaire de référence est *Etihad Airways*, a renforcé sa flotte fin mars avec la réception d'un A330-200 issu de la flotte de la compagnie basée aux Emirats Arabes Unis. Cet avion est destiné à desservir Paris CDG (liaison réactivée en juillet 2015 avec 4 vols hebdomadaires) et Düsseldorf (nouvelle liaison ouverte fin mars 2017 avec 2 vols hebdomadaires). En 2016, les Seychelles ont accueilli 303 000 passagers à l'arrivée (+ 0,3 % par rapport à 2015), dont près de 49 000 visiteurs français (16 %), ce qui fait de la France le premier pourvoyeur de touristes de l'archipel, devant l'Allemagne (13 %), les Emirats Arabes Unis (8 %), l'Italie (7 %), le Royaume-Uni (6 %) et la Chine (5%).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Biogaran annonce l'acquisition de Swipha

Biogaran, filiale de médicaments génériques du groupe Servier, a acquis la société Swiss Pharma Nigeria (Swipha), l'un des plus anciens producteurs et distributeurs de produits pharmaceutiques du pays. Pascal Brière, son président, a expliqué que le secteur pharmaceutique africain offrait des opportunités de croissance importantes, et notamment le Nigéria avec son marché de 184 M d'habitants. Avec cette acquisition, Biogaran ambitionne de devenir le 2^{ème} ou 3^{ème} plus grand acteur du marché nigérian au cours des cinq prochaines années. En 2016, les préparations pharmaceutiques sont devenues le premier poste de ventes françaises au Nigéria, représentant 32,6 % des exportations, en progression de 10,1 %, à 377 M EUR.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : lancement officiel du Forum Européen des Affaires en Ethiopie

Le Forum Européen des Affaires en Ethiopie (EUBFE - *EU Business Forum in Ethiopia*) a été lancé mercredi 29 mars 2017. L'évènement s'est déroulé en présence de représentants de l'*Ethiopian Investment Commission* (EIC), de la délégation de l'Union Européenne en Ethiopie et de la communauté d'affaires européenne. Le lancement fait suite à l'enregistrement formel de l'EUBFE en tant que « *Foreign Investors Association* ». L'EUBFE contribue à l'amélioration du climat des affaires en Ethiopie, notamment grâce à un dialogue régulier avec les autorités sur les principaux obstacles rencontrés par les entreprises installées en Ethiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Mali : forum économique Mali-Tunisie

Le forum économique Mali-Tunisie placé sous le thème d'un partenariat gagnant-gagnant s'est tenu le 6 avril 2017 à Bamako. La cérémonie d'ouverture était co-présidée par l'ancien Premier ministre malien, Modibo Keita et son homologue Tunisien, Youssef Chahed, lequel était accompagné d'une centaine d'opérateurs économiques. La rencontre était conjointement organisée par le ministère de la promotion de l'investissement et du secteur privé à travers l'agence pour la promotion des investissements (API) en collaboration avec la chambre de commerce et d'industrie et le conseil national du patronat du Mali (CNPM). Trois conventions ont été signées entre les deux parties dans les domaines de la sécurité, de la santé et de la formation professionnelle.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : visite du ministre français des affaires étrangères

Jean Marc Ayrault a été reçu en audience par le Président mauritanien. A l'issue de l'entrevue, M. Ayrault a évoqué plusieurs sujets parmi lesquels la présence de plus de 70 sociétés françaises en Mauritanie qui souhaitent investir davantage. Il a souhaité un renforcement des échanges économiques entre les deux pays et a réitéré la volonté de la France d'accompagner la Mauritanie sur le plan économique.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

Bird & Bird

GIDE
GIDE LOYRETTE NOUËL

JEUNE AFRIQUE

M
MOBILITAS GROUP
GROUPE MOBILITAS ■